



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Personal Health Information
Custodians in Nova Scotia
Exemption Order**

**Décret d'exclusion visant des
dépositaires de renseignements
personnels sur la santé en
Nouvelle-Écosse**

SOR/2016-62

DORS/2016-62

Current to April 18, 2022

À jour au 18 avril 2022

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to April 18, 2022. Any amendments that were not in force as of April 18, 2022 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 18 avril 2022. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 18 avril 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Personal Health Information Custodians in Nova Scotia Exemption Order

1 Exemption

2 Coming into Force

TABLE ANALYTIQUE

Décret d'exclusion visant des dépositaires de renseignements personnels sur la santé en Nouvelle-Écosse

1 Exclusion

2 Entrée en vigueur

Registration
SOR/2016-62 March 29, 2016

PERSONAL INFORMATION PROTECTION AND
ELECTRONIC DOCUMENTS ACT

Personal Health Information Custodians in Nova Scotia Exemption Order

P.C. 2016-161 March 24, 2016

Whereas the Governor in Council is satisfied that the *Personal Health Information Act*, SNS 2010, c. 41, of Nova Scotia, which is substantially similar to Part 1 of the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*^a, applies to the personal health information custodians referred to in the annexed Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Industry, pursuant to paragraph 26(2)(b) of the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*^a, makes the annexed *Personal Health Information Custodians in Nova Scotia Exemption Order*.

Enregistrement
DORS/2016-62 Le 29 mars 2016

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET LES DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES

Décret d'exclusion visant des dépositaires de renseignements personnels sur la santé en Nouvelle-Écosse

C.P. 2016-161 Le 24 mars 2016

Attendu que le gouverneur en conseil est convaincu que la loi de la Nouvelle-Écosse intitulée *Personal Health Information Act*, SNS 2010, ch. 41, qui est essentiellement similaire à la partie 1 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*^a, s'applique aux dépositaires de renseignements personnels sur la santé visés dans le décret ci-après,

À ces causes, sur recommandation du ministre de l'Industrie et en vertu de l'alinéa 26(2)b) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret d'exclusion visant des dépositaires de renseignements personnels sur la santé en Nouvelle-Écosse*, ci-après.

^a S.C. 2000, c. 5

^a L.C. 2000, ch. 5

Personal Health Information Custodians in Nova Scotia Exemption Order

Exemption

1 Any personal health information custodian to which the *Personal Health Information Act*, SNS 2010, c. 41, of Nova Scotia applies is exempt from the application of Part 1 of the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act* in respect of the collection, use and disclosure of personal health information that occurs in Nova Scotia.

Coming into Force

2 This Order comes into force on the day on which it is registered.

Décret d'exclusion visant des dépositaires de renseignements personnels sur la santé en Nouvelle-Écosse

Exclusion

1 Tout dépositaire de renseignements personnels sur la santé qui est assujetti à la loi de la Nouvelle-Écosse intitulée *Personal Health Information Act*, SNS 2010, ch. 41, est exclu de l'application de la partie 1 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* à l'égard de la collecte, de l'utilisation et de la communication de renseignements personnels sur la santé qui s'effectuent en Nouvelle-Écosse.

Entrée en vigueur

2 Le présent décret entre en vigueur à la date de son enregistrement.